**ADDENDUM SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES**

**Date de révision : 12 mars 2024**

Aux fins du présent addendum sur le Traitement des données (« Data Processing Addendum », « DPA »), l'entité ou la société affiliée de Merck Sharp et Dohme LLC qui exécute le contrat ou toute autre forme d'accord faisant référence au présent DPA (l'« Accord ») sera désignée par le terme « Société » et toutes les autres parties à cet Accord seront collectivement désignées par le terme « Fournisseur ». La Société et le Fournisseur sont chacun une « Partie » et ensemble les « Parties ».

Contexte

1. Les Parties ont conclu cet Accord et peuvent parallèlement conclure un ou plusieurs bons de commande ou ordres de tâches, accords de projet, annexes au plan de projet, énoncés de travail, ordres de travail ou autres conditions de service (chacun étant un « Énoncé de tâche »), régissant les services envisagés dans l'Accord (les « Services »).
2. Les Parties souhaitent compléter les termes de l'Accord pour s'assurer que tout le Traitement des Données personnelles dans le cadre de l'Accord est effectué en conformité avec La loi sur la protection des données.

Les Parties conviennent de ce qui suit :

1. *Activités de traitement des données*. En ce qui concerne les Données personnelles traitées dans le cadre de l'Accord, l'objet, la nature, la finalité et la durée du Traitement, les catégories de personnes concernées et les catégories de Données personnelles sont précisés dans l'annexe à l'Accord intitulée « Détails du traitement des données ».
2. *Applicabilité*. Les conditions du présent DPA s'appliquent à chaque Énoncé de tâche prévu par l'Accord, sauf indication contraire dans cet Énoncé de tâche.
3. *Obligations du Fournisseur*. Lors du Traitement des Données personnelles pour le compte de la Société dans le cadre de l'Accord, le Fournisseur s'engage à :
   1. se conformer à la Loi sur la protection des données et aux obligations du Fournisseur en vertu du présent DPA, et dans le cas où le Fournisseur ne peut pas respecter ces obligations, il doit en informer la Société immédiatement et prendre toutes les mesures raisonnables et appropriées que la Société juge nécessaires pour remédier à la non-conformité.
   2. traiter les Données personnelles uniquement selon les instructions documentées de la Société, y compris l'exécution par le Fournisseur de ses obligations en vertu et conformément à l'Accord et au présent DPA, sauf disposition contraire de la loi applicable. Dans ce cas, le Fournisseur informera la Société de cette exigence légale avant de commencer le Traitement, à moins que la loi applicable ne l'interdise, et fera de son mieux pour limiter la nature et la portée de toute divulgation requise et ne divulguera que le minimum de Données personnelles nécessaire pour se conformer à la loi applicable.
   3. traiter les Données personnelles uniquement dans la mesure minimale nécessaire à l'exécution des services, ce qui inclut l'interdiction de combiner des Données personnelles avec d'autres types de données, sauf autorisation écrite expresse de la Société.
   4. informer immédiatement la Société si le Fournisseur est d'avis qu'une instruction de la Société concernant le Traitement des Données personnelles enfreint la Loi sur la protection des données.
   5. veiller à ce que le personnel du Fournisseur ayant accès aux Données personnelles (i) ait besoin d'accéder aux Données personnelles pour exécuter les Services, (ii) ne traite les Données personnelles que dans la mesure permise en vertu du présent DPA, et (iii) soit soumis à des obligations au moins aussi protectrices des Données personnelles que les obligations du Fournisseur en vertu du présent DPA et de l'Accord.
   6. ne pas divulguer ou transférer des Données personnelles à un tiers ou engager un agent ou un sous-traitant dans tout Traitement en relation avec le présent Accord (chacun de ces agents ou sous-traitants étant un « Sous-traitant ultérieur ») à moins que la Société n'ait fourni son consentement écrit préalable. Une liste actuelle des sous-traitants ultérieurs pour lesquels la Société a donné son consentement écrit préalable à la date du présent DPA est spécifiée dans l'annexe à l'Accord intitulée « Détails du traitement des données ». En outre, lors de l'engagement d'un Sous-traitant ultérieur :
      1. la divulgation ou le transfert doit être raisonnablement nécessaire à l'exécution des Services en vertu de l'Accord,
      2. le Fournisseur doit faire preuve d'une diligence raisonnable pour s'assurer que le Sous-traitant ultérieur est en mesure de fournir le niveau de protection des Données personnelles requis en vertu du présent DPA et de l'Accord, et
      3. le Sous-traitant ultérieur doit conclure un accord écrit assorti de conditions au moins aussi protectrices des Données personnelles que les obligations énoncées dans le présent DPA et l'Accord.
   7. ne pas vendre, partager, conserver, utiliser ou divulguer des Données personnelles autrement que pour fournir les Services spécifiés dans l'Accord ou autrement autorisés en vertu du présent DPA.
   8. être entièrement responsable de tous les actes ou omissions de ses employés, sociétés affiliées, agents, sous-traitants et autres représentants.
   9. mettre en œuvre et maintenir des programmes écrits raisonnables et appropriés de sécurité de l'information et de confidentialité, lesquels programmes doivent incorporer des mesures physiques, techniques et organisationnelles proportionnelles à la nature des Données personnelles traités dans le cadre de l'Accord, qui respectent ou dépassent les bonnes pratiques de l'industrie (ou toute norme plus élevée requise dans l'Annexe 1) et qui protègent raisonnablement contre une Violation des Données personnelles, y compris la formation de tout le personnel chargé du Traitement des Données personnelles d'une manière suffisante pour répondre aux exigences du présent DPA, aux mesures décrites à l'Annexe 1 et, dans la mesure où elles ne sont pas autrement abordées dans l'Annexe 1 et le cas échéant :
      1. la pseudonymisation et le chiffrement des Données personnelles ;
      2. la capacité d'assurer constamment la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et services de Traitement ;
      3. la capacité de rétablir la disponibilité et l'accès aux Données personnelles en temps opportun en cas d'incident physique ou technique ;
      4. un processus permettant de tester, d'évaluer et d'apprécier régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité du Traitement ; et
      5. la capacité de confirmer dans les 72 heures suivant la détection si un événement constitue une Violation de Données personnelles.
   10. en cas de Violation de Données personnelles réelle ou raisonnablement soupçonnée dont le Fournisseur a la garde ou le contrôle, ou bien résultant d'actes ou d'omissions du Fournisseur (une « Violation de Données personnelles du Fournisseur »), le Fournisseur doit :
       1. aviser la Société dans les plus brefs délais (et en tout état de cause dans les 72 heures suivant la prise de connaissance d'une Violation de Données personnelles du Fournisseur) ;
       2. entreprendre une enquête appropriée et tous les efforts de remédiation nécessaires pour rectifier et prévenir la répétition d'une telle Violation de Données personnelles du Fournisseur d'une manière satisfaisante pour la Société ;
       3. fournir rapidement à la Société toutes les informations que la Société juge nécessaires pour permettre à la Société de se conformer à la Loi sur la protection des données, y compris en ce qui concerne la tenue de registres et l'établissement de rapports, et toute autre information que la Société peut raisonnablement demander au sujet d'une Violation de Données personnelles du Fournisseur ;
       4. avertir toutes les personnes concernées dont les Données personnelles peuvent avoir été affectées, avec les informations requises par la Loi sur la protection des données et satisfaisantes pour la Société, ou fournir à la Société toute l'assistance et les informations nécessaires pour lui permettre d'avertir toutes les personnes concernées dont les Données personnelles peuvent avoir été affectées, selon ce que la Société juge approprié ;
       5. assumer l'entière responsabilité des coûts et dépenses de l'une ou l'autre Partie pour toute notification aux personnes concernées, que l'avis ait été émis par le Fournisseur ou par la Société ; et
       6. à l'exception des avocats, consultants, assureurs et autres tiers concernés auxquels le Fournisseur fournit des services, le Fournisseur ne peut fournir à des tiers aucune information concernant une Violation de Données personnelles du Fournisseur avant d'en informer la Société, à moins que la loi applicable ne l'exige.
       7. Pour éviter toute ambiguïté, les obligations en vertu de la présente Section 3(j) s'appliquent également aux Données personnelles traitées par les sociétés affiliées du Fournisseur,   
          les Sous-traitants ultérieurs ou autres agents, sous-traitants ou représentants.
   11. aviser rapidement la Société sans retard injustifié et, en tout état de cause, dans les 72 heures, de :
       1. toute plainte, enquête, demande ou préoccupation d'une autorité compétente en matière de protection des données ou autre autorité réglementaire concernant les Données personnelles traitées par le Fournisseur dans le cadre de l'Accord, et aider la Société à répondre à ces demandes ; et
       2. toute plainte, demande, requête ou préoccupation d'une personne concernée concernant les Données personnelles que le Fournisseur traite dans le cadre de l'Accord, y compris toute demande d'exercice de droits en vertu de la Loi sur la protection des données ou de la politique de confidentialité de la Société ou du Fournisseur, tels que l'accès (y compris la demande d'informations sur tout Traitement de leurs Données personnelles), la rectification, l'amendement, la correction, le partage, la suppression ou l'arrêt du Traitement de leurs Données personnelles.
   12. se conformer à toutes les mesures raisonnables et appropriées demandées par la Société et nécessaires pour que le Fournisseur et la Société se conforment à leurs obligations respectives en vertu de la Loi sur la protection des données et du présent DPA, y compris, sans limitation, si nécessaire, aider à la réalisation de toute évaluation de l'impact de la protection des données ou évaluation de l'impact sur la confidentialité requise par la Loi sur la protection des données.
   13. à la demande de la Société ou à l'expiration ou à la résiliation anticipée de l'Accord ou d'un Énoncé de tâche en relation avec lequel les Données personnelles sont traitées, supprimer ou renvoyer rapidement, au choix de la Société, toutes les Données personnelles traités, sauf disposition contraire de la loi applicable. Dans ce cas, le Fournisseur peut conserver une copie des Données personnelles devant être conservées en vertu de la loi applicable, jusqu'à trente (30) jours après la fin de la période de conservation des Données personnelles requise en vertu de la loi applicable, et le Fournisseur continuera à se conformer au présent DPA en ce qui concerne les Données personnelles qu'il conserve et traitera ces Données personnelles uniquement de la manière requise par cette loi applicable. Le Fournisseur supprimera ou retournera les Données personnelles par les moyens et, dans le cas de retour de Données personnelles, dans le format que la Société demande raisonnablement.
   14. maintenir l'exactitude et l'intégrité des Données personnelles qu'il traite pour le compte de la Société, conformément à la forme sous laquelle le Fournisseur a reçu ou recueilli ces Données personnelles.
   15. conserver tous les documents nécessaires afin de pouvoir démontrer que les Données personnelles ont été traitées uniquement conformément aux avis, consentements, autorisations et droits applicables et tel que permis par le présent DPA, et pour que la Société et le Fournisseur se conforment à la Loi sur la protection des données.
   16. à la demande de la Société, autoriser et contribuer à des audits par la Société ou un autre auditeur mandaté par la Société de la conformité du Fournisseur au présent DPA et aux programmes de confidentialité et de sécurité de l'information du Fournisseur, et demander à un auditeur tiers d'effectuer un audit des programmes de confidentialité et de sécurité de l'information du Fournisseur. Ces audits seront soumis à toutes les restrictions et exigences d'audit raisonnablement applicables détaillées dans l'Accord, sauf dans la mesure où ces restrictions empêcheraient tout audit, évaluation ou examen requis par la Loi sur la protection des données.
   17. dans la mesure où le Fournisseur doit traiter des Données personnelles concernant des personnes concernées de tout pays ou région avec des restrictions sur le transfert transfrontalier de Données personnelles, le Fournisseur ne le fera qu'en conformité avec la Loi sur la protection des données, ce qui peut inclure, sans s'y limiter, la conclusion de Clauses contractuelles types ou de mécanismes similaires destinés à protéger les transferts de Données personnelles.
   18. à la demande de la Société et conformément aux termes de l'Accord, aviser et obtenir le consentement de toute personne concernée dont les Données personnelles sont collectées par ou au nom du Fournisseur dans le cadre de l'Accord. Le Fournisseur utilisera des formulaires d'avis et de consentement et fournira et obtiendra un tel avis et consentement d'une manière et à des moments satisfaisants pour la Société et répondant aux exigences de la Loi sur la protection des données.
   19. à l'exception des modifications apportées pour satisfaire à une norme industrielle plus élevée ou à la Loi sur la protection des données, le Fournisseur maintiendra en vigueur et appliquera de manière cohérente les pratiques du Fournisseur en matière de protection de la vie privée et de sécurité des données divulguées à la Société dans le cadre de toute diligence raisonnable que la Société a effectuée le plus récemment sur ces pratiques en rapport avec l'Accord ; à condition que le Fournisseur ne puisse pas réduire les normes de ces pratiques en divulguant par la suite les pratiques de confidentialité et de sécurité des données qui constitueraient une dégradation des pratiques précédemment divulguées. Le Fournisseur déclare et garantit que toutes les réponses fournies dans le cadre d'une telle diligence raisonnable sont véridiques, exactes et complètes au moment où elles ont été formulées, et qu'un représentant autorisé du Fournisseur a effectué ladite diligence raisonnable. Le Fournisseur doit informer rapidement la Société de tout changement important apporté à ses pratiques de confidentialité et de sécurité des données.
   20. si la loi sur la protection des données l'exige, nommer un Délégué à la protection des données ou un rôle similaire chargé de la protection des Données personnelles et informer la Société du nom et des coordonnées de cette personne.
   21. Le Fournisseur reconnaît et accepte que l'exécution du présent DPA constitue sa certification qu'il comprend les restrictions énoncées dans le DPA et qu'il s'y conformera.
4. *Indemnisation*. Sans limiter les droits de la Société ou les obligations du Fournisseur en vertu de l'Accord ou autrement, les Parties conviennent que le Fournisseur indemnisera la Société et ses sociétés affiliées et leurs dirigeants, administrateurs, employés, entrepreneurs, travailleurs temporaires, sous-traitants, agents et autres représentants respectifs (chacun étant une « Partie indemnisée ») pour toute perte, dommage, amende, coût ou dépense (y compris les frais juridiques et les débours) encourus par cette Partie indemnisée résultant d'une Violation de Données personnelles du Fournisseur en relation avec les Données personnelles traitées par le Fournisseur dans le cadre de l'Accord. Toute responsabilité en vertu de la présente section sera soumise aux limitations ou exclusions de responsabilité applicables dans l'Accord, sauf si cette responsabilité résulte de la négligence ou d'un acte répréhensible intentionnel du Fournisseur, auquel cas aucune limitation ou exclusion ne s'appliquera.
5. *Définitions*
   1. La « Loi sur la protection des données » désigne toute loi applicable en matière de protection des données, de sécurité des données ou de confidentialité, y compris le Règlement général sur la protection des données de l'UE et toute législation nationale de mise en œuvre s'y rapportant, la législation HIPAA (Health Insurance Portability and Accountability Act), la loi californienne sur la protection de la vie privée des consommateurs (California Privacy Rights Act) et toute autre loi nationale, étatique, fédérale, provinciale ou régionale relative à la protection des données, à la sécurité des données ou à la vie privée.
   2. Les « Données personnelles » désignent toutes les données liées à l'Accord concernant une personne identifiée ou identifiable, y compris les données qui identifient une personne ou qui pourraient être utilisées pour identifier, localiser, suivre ou contacter une personne. Les Données personnelles comprennent à la fois des informations directement identifiables, telles qu'un nom, un numéro d'identification ou un intitulé de poste unique, et des informations indirectement identifiables telles que la date de naissance, l'identifiant unique d'un appareil mobile ou portable, des informations qui pourraient être utilisées pour identifier un foyer, un numéro de téléphone, des données codées par clé, des identifiants en ligne tels que des adresses IP, ou des activités, comportements ou préférences personnels, et comprennent toutes les données qui constituent des « Données personnelles » en vertu de la Loi sur la protection des données.
   3. Le « Traitement » désigne l'exécution de toute opération ou ensemble d'opérations sur des Données personnelles ou des ensembles de Données personnelles, que ce soit par des moyens automatisés, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'accès, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, l'évaluation, l'analyse, la création de rapports, le partage, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction.
   4. La « Violation de Données personnelles » désigne la destruction, la perte, l'altération, la divulgation, l'utilisation ou l'accès non autorisés accidentels ou illégaux à des Données personnelles, transmises, stockées ou traitées de toute autre manière.
   5. Les « Clauses contractuelles types » désigne les clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers qui n'ont pas été évalués par la Commission européenne comme offrant un niveau adéquat de protection des données à caractère personnel, telles que publiées par la Commission européenne le 4 juin 2021, qui peuvent être mises à jour de temps à autre.
   6. Dans le cas où ces définitions restreignent ou réduisent la portée des définitions connexes en vertu de la Loi sur la protection des données, la définition doit être élargie pour correspondre à la définition de ladite Loi sur la protection des données.
   7. En l'absence d'une définition en vertu de la présente section, un terme doit être interprété d'une manière conforme à toutes les lois applicables en matière de protection des données.
6. *Interprétation*.
   1. Les termes définis utilisés dans le présent DPA mais non définis dans les présentes auront la signification spécifiée ailleurs dans le présent Accord.
   2. Les mots « inclure » et « y compris » doivent être interprétés comme signifiant « y compris, mais sans s'y limiter ».
   3. Dans l'exécution de leurs obligations en vertu de l'Accord de Services et de ce DPA, les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de MSD et de ses Affiliés exige que les activités de MSD soient menées dans l'esprit et la lettre de toute loi applicable en matière de protection des données, y compris le Règlement général sur la protection des données de l'UE. Dans le cas où les deux Parties ne seraient pas soumises aux mêmes Lois de protection des données, il est attendu que les deux Parties respectent toutes les normes de protection des données raisonnablement pertinentes contenues dans ces lois.
   4. Dans le cadre des Services fournis au titre du présent Accord, le Fournisseur peut traiter les Données personnelles d'une ou plusieurs sociétés affiliées de la Société. Dans un tel cas, l'une de ces sociétés affiliées de la Société sera considérée comme un « Contrôleur » des Données personnelles et un tiers bénéficiaire du présent DPA et autorisée à s'appuyer sur tous les droits et protections accordés à la Société en vertu du présent DPA, que cette société affiliée soit désignée comme partie à l'Accord ou au présent DPA.
   5. Le présent DPA est par la présente incorporé à l'Accord et en fait partie intégrante.
   6. En cas de conflit entre les dispositions de l'Accord et celles du présent DPA, les dispositions du présent DPA prévalent, sauf si les dispositions de l'Accord protègent davantage les Données personnelles traitées dans le cadre de l'Accord, auquel cas les dispositions les plus protectrices de l'Accord prévalent.
   7. En cas de conflit entre les dispositions du présent DPA et les Clauses contractuelles types, les dispositions des Clauses contractuelles types prévalent.
   8. Sauf modification expresse des présentes, les dispositions de l'Accord restent pleinement en vigueur.
   9. Si le présent DPA est rédigé en anglais et dans une autre langue, en cas de différences entre le texte en anglais et le texte dans cette autre langue, le texte en anglais prévaut.
   10. Les sections et autres titres du présent DPA ont pour seul but de faciliter les références et ne font pas partie intégrante du présent DPA et n'en affectent pas le sens ou l'interprétation.
   11. Les annexes et appendices du présent DPA sont réputés faire partie intégrante du présent DPA dans la même mesure que s'ils avaient été énoncés textuellement dans le présent DPA.
   12. Chaque disposition du présent DPA est indépendante. Si une phrase, une clause ou une disposition est invalide ou inapplicable en tout ou en partie, cette invalidité ou inapplicabilité n'affecte que cette phrase, cette clause ou cette disposition, et le reste du DPA reste pleinement en vigueur.
   13. Le présent DPA régit tout Traitement des Données personnels en relation avec les Services et complète les conditions de l'Accord applicable aux Services, sauf si la Société et le Fournisseur ont conclu un autre DPA applicable à certains des Services.
   14. Le présent DPA peut être conclu en plusieurs exemplaires, qui, ensemble, constituent un seul et même accord. Toute Partie peut conclure le présent DPA en signant l'exemplaire approprié.
   15. Le présent DPA constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties en ce qui concerne l'objet du présent DPA et (dans la mesure où la loi le permet) remplace toutes les déclarations antérieures ou tous les accords oraux ou écrits entre les Parties en ce qui concerne cet objet, à condition que rien dans le présent DPA ni aucune des Parties ne tente d'exclure toute responsabilité en cas de déclarations frauduleuses.
   16. Les dispositions de l'Accord relatives à la loi applicable et à la juridiction compétente s'appliquent au présent DPA.
7. *Limites des mises à jour*.
8. Lorsque les Parties renouvellent, modifient, émettent un nouveau Cahier des Charges sous, ou modifient de quelque manière que ce soit l'Accord ou tout Cahier des Charges sous l'Accord (un "Événement Déclencheur"), le document le plus récent sous "Data Processing Addendum" situé à <https://www.msdprivacy.com/privacyterms/> remplacera et supplantera les termes de cet Addendum jusqu'au prochain Événement Déclencheur, à moins qu'une objection ne soit formulée dans les 30 jours suivant la survenue de l'événement déclencheur. Nonobstant ce qui précède, il peut y avoir des situations nécessitant une modification immédiate des termes de cet Addendum, qui ne se produira que pour des raisons articulées dans 7(b), et ne sera faite de bonne foi et après avoir assuré que les nouveaux termes ou termes modifiés sont limités à ceux nécessaires pour se conformer à la nouvelle loi applicable en matière de protection des données, à la jurisprudence, ou aux orientations émises par les autorités compétentes en matière de protection des données.
9. Dans l'éventualité où l'un des scénarios suivants se produit, les Parties conviennent immédiatement des termes les plus récents publiés à l'adresse ci-dessus, à moins qu'une objection ne soit formulée dans les 30 jours suivant la notification par l'Entreprise des nouveaux termes fournis à toutes les entités ayant demandé à recevoir une notification à [privacy\_updates@merck.com](mailto:privacy_updates@merck.com):
   * 1. la loi applicable en matière de protection des données a été mise à jour de manière à ce que les termes contractuels existants de cet Addendum soient insuffisants pour satisfaire aux exigences de la loi mise à jour,
     2. il y a un changement dans la loi applicable en matière de protection des données et les Parties ont un intérêt raisonnable et légitime à modifier ces termes en raison du changement de loi, par exemple et sans limitation, en supprimant les exigences qui ne sont plus nécessaires, ou
     3. il y a une nouvelle jurisprudence ou des orientations émises par les autorités compétentes en matière de protection des données qui ont un effet comparable à un changement de loi décrit en (i) ou en (ii) ci-dessus.
10. *Applicabilité des annexes.* Les Clauses contractuelles types jointes aux présentes en Annexe 2 et les addenda à l'Annexe 3 ne s'appliquent que dans la mesure où elles sont requises par la Loi sur la protection des données applicable. Les Parties conviennent de se conformer à ces clauses et addenda uniquement dans la mesure où ils sont conformes aux exigences de la loi applicable en matière de protection des données dans chaque juridiction et sont requis par celles-ci.
11. *Avis*. Les avis émis en vertu du présent DPA (chacun étant un « Avis ») doivent l'être par écrit. Les Avis émis en vertu du présent DPA doivent l'être conformément aux dispositions relatives aux avis de l'Accord applicable, et une copie doit être envoyée à la Société par courrier électronique à l'adresse [msd\_privacy\_office@msd.com](mailto:msd_privacy_office@msd.com), avec pour objet « Avis DPA du Fournisseur » ou, dans le cas d'une Violation de Données personnelles, « Urgent : Avis de violation de données personnelles ».

**ANNEXE 1 - Mesures de sécurité IT**

1. Définitions – Lorsqu'elles sont utilisées dans cette Annexe, chacun des termes définis suivants aura la définition donnée ci-dessous pour ce terme. Les termes définis utilisés dans cette Annexe mais non définis ici auront la signification spécifiée ailleurs dans le Contrat.
   1. “Information de l'Entreprise” désigne toute information de l'Entreprise ou de l'un de ses Affiliés ou de leurs fournisseurs respectifs, clients ou autres partenaires commerciaux fournis à, obtenus par, créés ou générés par ou autrement traités par le Fournisseur ou l'un de ses prestataires de services tiers en relation avec l'un des Services et toute autre information à traiter comme confidentielle en vertu du Contrat.
   2. “Violation de Données” signifie une destruction, perte, altération, utilisation, transmission ou divulgation accidentelle ou non autorisée de ou l'accès à toute Information de l'Entreprise.
   3. “Point d'Extrémité” désigne tout ordinateur, y compris tout ordinateur portable ou de bureau, appareil mobile, équipement de laboratoire, serveur ou autre appareil sur les Systèmes du Fournisseur, y compris tout hébergé sur un site tiers externe (par exemple, fournisseur de cloud).
   4. “Événement de Notification” désigne tout événement, y compris une Violation de Données, qui nécessite la notification des individus ou des entités en vertu de toute Loi.
   5. “Événement de Sécurité” désigne toute A) Violation de Données, (B) Événement de Notification, (C) accès non autorisé à ou interférence avec les opérations des Systèmes du Fournisseur ou (D) violation des obligations de sécurité du Fournisseur en vertu de cette Annexe, du Contrat ou de toute Loi.
   6. “Logiciel Sujet” désigne tout logiciel fourni ou utilisé en relation avec l'un des Services, y compris tout logiciel livré à, ou installé sur tout ordinateur, y compris tout ordinateur portable ou de bureau, appareil mobile, équipement de laboratoire, serveur, autre appareil ou autre composant de, ou connecté à, les systèmes d'information de, l'Entreprise ou l'un de ses Affiliés.
   7. “Systèmes du Fournisseur” désigne les réseaux du Fournisseur et tous les systèmes, y compris le Logiciel Sujet, (A) fournis ou utilisés en relation avec l'un des Services, (B) sur lesquels toute Information de l'Entreprise ou livrables ou travail en cours pour l'Entreprise ou ses Affiliés, est stocké ou autrement traité ou à partir duquel ils sont accessibles, (C) connecté à l'information, au réseau ou à d'autres systèmes de l'Entreprise ou de ses Affiliés ou à partir duquel l'information, le réseau ou d'autres systèmes de l'Entreprise ou de ses Affiliés peuvent être accessibles, ou (D) auquel l'un des éléments précédents peut être connecté ou à partir duquel l'un des éléments précédents peut être accessible.
2. Sécurité du Réseau - Le Fournisseur maintiendra des politiques, des procédures et des contrôles de sécurité du réseau et effectuera des activités de sécurité du réseau, conformément aux meilleures pratiques de l'industrie du Fournisseur, mais qui incluent au minimum la fourniture de pare-feu de réseau, les contrôles de détection et de prévention d'intrusion, les contrôles de protection contre les attaques par déni de service distribué (DDoS) et les évaluations de vulnérabilité et les tests de pénétration effectués régulièrement, conformément aux meilleures pratiques de l'industrie du Fournisseur (mais pas moins fréquemment qu'annuellement). En aucun cas, les politiques, procédures ou contrôles de sécurité du réseau du Fournisseur appliqués à la protection de l'Information de l'Entreprise et des Systèmes du Fournisseur ne seront moins rigoureux et protecteurs que ceux appliqués par le Fournisseur à la protection de ses propres informations et de ses autres systèmes de nature similaire.
3. Sécurité des applications - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, le Fournisseur doit disposer de processus et de contrôles de cycle de vie de développement de logiciels ("Processus SDLC") régissant le développement et les modifications de tout logiciel du Fournisseur, y compris les mises à jour, les améliorations, les correctifs, les améliorations, les corrections de bugs, les modifications, les améliorations, les corrections, les révisions, les versions et autres modifications. Le processus SDLC doit, au minimum, inclure des pratiques reconnues et comparables de développement de logiciels sécurisés selon les normes de l'industrie. Le Fournisseur doit suivre un processus de gestion des correctifs qui garantit que les systèmes d'information du Fournisseur sont à jour avec une sécurité et une fonctionnalité appropriées. Le Fournisseur doit, en temps opportun, en fonction du risque, et dans les délais prévus dans les politiques et procédures du Fournisseur, remédier et retester toute vulnérabilité identifiée.
4. Sécurité des données - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, le Fournisseur doit gérer, stocker et traiter les informations de l'entreprise, conformément aux pratiques et normes de l'industrie reconnues et comparables, telles que celles énoncées au paragraphe 11 (y compris PCI DSS, le cas échéant) et conformément à toutes les lois. Le Fournisseur doit établir et maintenir des protections raisonnables contre une violation de données. En plus de et sans limiter aucune autre obligation du Fournisseur, le Fournisseur doit stocker toutes les informations de l'entreprise conformément aux meilleures pratiques de l'industrie du Fournisseur et en conformité avec toutes les lois, et doit utiliser des mesures de sécurité qui répondent aux meilleures pratiques de l'industrie du Fournisseur, y compris le cryptage et les pare-feu, pour protéger les informations de l'entreprise contre une violation de données. Lorsque le Fournisseur stocke des informations de l'entreprise dans une installation hors site, le Fournisseur doit avoir respecté toutes les conditions de l'Accord ou de tout accord exécuté en relation avec l'Accord, lié à la divulgation des informations de l'entreprise à des tiers ou à l'engagement d'autres tiers pour fournir ou aider à fournir des produits ou des services, et le Fournisseur doit utiliser une installation de stockage hors site raisonnablement acceptable pour l'entreprise qui doit, sans limiter ce qui précède, être en pleine conformité avec toutes les dispositions de cette Annexe. De plus, le fournisseur de cette installation de stockage hors site doit être lié par un accord de confidentialité écrit entre le Fournisseur et ce fournisseur, qui contient des conditions pas moins strictes que celles de l'Accord ou de tout accord exécuté en relation avec l'Accord et qui protège toutes les informations de l'entreprise stockées à l'intérieur.
5. Stockage des données - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, toutes les informations de l'entreprise seront gérées, stockées et traitées uniquement sur les ressources informatiques et de stockage désignées du Fournisseur. Les informations de l'entreprise ne seront gérées, stockées ou traitées sur un ordinateur portable ou un appareil mobile que si (A) il s'agit d'un ordinateur portable ou d'un appareil mobile du Fournisseur, (B) le Fournisseur crypte toutes les informations de l'entreprise sur cet ordinateur portable ou cet appareil mobile conformément aux normes de cryptage du paragraphe 7 ci-dessous et (C) cet ordinateur portable ou cet appareil mobile est soumis à des contrôles de point de terminaison conformes aux pratiques et normes de l'industrie reconnues et comparables, telles que celles énoncées au paragraphe 11. Les informations de l'entreprise ne seront pas gérées, stockées ou traitées sur un appareil portable, sauf comme prévu dans la phrase immédiatement ci-dessus. Le Fournisseur doit stocker toutes les sauvegardes des informations de l'entreprise dans le cadre de ses processus de sauvegarde et de récupération désignés, et ces sauvegardes des informations de l'entreprise doivent être cryptées conformément à cette Annexe, y compris les exigences de ce paragraphe 5 et du paragraphe 7 ci-dessous.
6. Transmission de données - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, toute transmission ou échange électronique d'informations de l'entreprise doit se faire par des moyens sécurisés (utilisant HTTPS ou SFTP ou équivalent) conformes aux pratiques et normes industrielles reconnues et comparables, telles que celles énoncées au paragraphe 11, et uniquement conformément au paragraphe 7 ci-dessous.
7. Chiffrement des données - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, en plus de et sans limiter les autres obligations du fournisseur, le fournisseur accepte que toute information de l'entreprise composée d'informations personnelles soumises à protection en vertu de toute loi ou composée d'informations soumises à protection en vertu de la norme de protection des données de l'industrie des cartes de paiement en vigueur, y compris toutes les données de sauvegarde de l'entreprise, soit conservée sous forme cryptée, en utilisant une solution de cryptage commercialement supportée. Le fournisseur accepte que des solutions de cryptage soient déployées qui cryptent les informations de l'entreprise conformément aux pratiques et normes industrielles reconnues et comparables, telles que celles énoncées au paragraphe 11, mais avec au moins une clé de 128 bits pour le cryptage symétrique et une clé de 2048 (ou plus) bits pour le cryptage asymétrique.
8. Réutilisation des données - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, le fournisseur doit utiliser toutes les informations de l'entreprise uniquement aux fins de la prestation des services. Le fournisseur ne doit pas distribuer, réutiliser ou partager entre autres applications, environnements ou unités commerciales du fournisseur toute information de l'entreprise.
9. Gestion des données en fin de contrat - En fonction de la nature des services fournis, le cas échéant, en plus de et sans limiter les autres obligations du fournisseur, à la demande de l'entreprise et sauf disposition contraire dans le contrat, à l'expiration ou à la résiliation anticipée du contrat, toutes les informations de l'entreprise en la possession ou sous le contrôle du fournisseur ou de l'un de ses affiliés, sous-traitants, prestataires de services, agents ou autres consultants doivent être détruites ou restituées, selon le choix de l'entreprise.
10. Notification de violation de sécurité - En plus de et sans limiter les autres obligations du fournisseur, le fournisseur doit informer l'entreprise d'un événement de sécurité réel ou raisonnablement suspecté dans les 24 heures suivant la prise de conscience de cet événement de sécurité réel ou raisonnablement suspecté. Le fournisseur doit informer l'entreprise de cet événement de sécurité réel ou raisonnablement suspecté en contactant l'équipe de sécurité de l'entreprise par téléphone (+1-704-345-6700 – Choisissez l'option 1) et par e-mail au Centre d'opérations mondial [globalopscnt@merck.com](mailto:globalopscnt@merck.com). Le fournisseur fournira des informations et une assistance que l'entreprise peut raisonnablement demander concernant un événement de sécurité, y compris des informations sur la cause première.
11. Normes de l'industrie - Les normes de l'industrie généralement reconnues incluent mais ne sont pas limitées aux normes et benchmarks actuels établis et maintenus par les suivants :
    1. Centre pour la sécurité de l'Internet - voir [http://www.cisecurity.org](http://www.cisecurity.org/)
    2. Industrie des cartes de paiement / Normes de sécurité des données (PCI/DSS) – voir <http://www.pcisecuritystandards.org/>
    3. Institut national des normes et de la technologie - voir [http://csrc.nist.gov](http://csrc.nist.gov/)
    4. Loi fédérale sur la gestion de la sécurité de l'information (FISMA) - voir [http://csrc.nist.gov](http://csrc.nist.gov/)
    5. Série ISO/IEC 27000 - voir <http://www.iso27001security.com/>
    6. Organisation pour l'avancement des normes d'information structurées (OASIS) – voir <http://www.oasis-open.org/>
    7. Le projet de sécurité des applications Web ouvertes (OWASP) – voir [http://www.owasp.org](http://www.owasp.org/)
    8. La CWE (Common Weakness Enumeration) - voir [http://cwe.mitre.org](http://cwe.mitre.org/) ou CWE/SANS Top 25 Programming Errors - <http://cwe.mitre.org/top25/>
    9. L'Institut SANS - voir [http://www.sans.org](http://www.sans.org/)
    10. Les erreurs logicielles les plus dangereuses <http://www.sans.org/top25-programming-errors/>

Sur demande raisonnable de l'entreprise, le fournisseur permettra à l'entreprise d'auditer la conformité du fournisseur avec les exigences énumérées ci-dessus. Le fournisseur corrigera toute défaillance à se conformer aux exigences, dès que raisonnablement possible.

**ANNEXE 2**

Dans le cas où la Société exporte des Données personnelles d'une manière qui nécessite le Module 2 des Clauses contractuelles types, les conditions suivantes s'appliquent :

*Le corps du texte du Module 2 (Contrôleur à Sous-traitant) des Clauses contractuelles types jointes à la décision d'application (UE) 2021/914 de la Commission du 4 juin 2021 est intégré par référence. Les aspects facultatifs sont décrits ci-dessous :*

1. *La clause 7 (clause d'adhésion) est omise.*
2. *Pour la clause 9, option 1 : une autorisation préalable spécifique est choisie.*
3. *Pour la clause 11, le texte facultatif est omis.*
4. *Pour la clause 17, l'option 1 est choisie, l'État membre étant les Pays-Bas.*
5. *Pour la clause 18, le choix du forum est les Pays-Bas.*

Dans le cas où le Fournisseur exporte des Données personnelles d'une manière qui nécessite le   
Module 4 des Clauses contractuelles types, les conditions suivantes s'appliquent :

*Le corps du texte du Module 4 (Sous-traitant à Contrôleur) des Clauses contractuelles types jointes à la décision d'application (UE) 2021/914 de la Commission du 4 juin 2021 est intégré par référence. Les aspects facultatifs sont décrits ci-dessous :*

*La clause 7 (clause d'adhésion) est omise.*

*Pour la clause 17, l'option 1 est choisie, l'État membre étant les Pays-Bas.*

*Pour la clause 18, le choix du forum est les Pays-Bas.*

**APPENDICE 1 À L'ANNEXE 2**

**A. LISTE DES PARTIES**

*Voir l'Accord.*

**B. DESCRIPTION DU TRANSFERT**

*Voir l'annexe à l'Accord intitulée « Détails du traitement des données ».*

**C. AUTORITÉ DE CONTRÔLE COMPÉTENTE**

****Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL****  
3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07  
Tel. +33 1 53 73 22 22  
Fax +33 1 53 73 22 00  
Website: [**http://www.cnil.fr/**](http://www.cnil.fr/)

**APPENDICE 2 À L'ANNEXE 2 – MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES**

Voir l'Annexe 1 du DPA auquel ces Clauses sont jointes. En outre, l'Importateur de données doit s'assurer que toutes les Données personnelles sont pseudonymisées et cryptées le cas échéant. En outre, lorsqu'ils reçoivent une demande d'une autorité gouvernementale relative aux Données personnelles faisant l'objet des présentes Clauses, l'Importateur de données et ses Sociétés affiliées garantissent que (i) les demandes d'accès des services de renseignement ou des autorités similaires aux États-Unis ou ailleurs aux Données personnelles décrites à l'annexe 1B, et (ii) toute « obligation de divulgation » de ces données seront contestées par l'Importateur de données et ses sociétés affiliées conformément aux lois et réglementations applicables avant l'extraction.

**APPENDICE 3 À L'ANNEXE 2 – LISTE DES SOUS-TRAITANTS ULTÉRIEURS**

*Voir l'annexe à l'Accord intitulée « Détails du traitement des données »*.

**ANNEXE 3**

**Exigences légales supplémentaires en termes d'État, de pays, de région et de province**

**ADDENDUM DU ROYAUME-UNI : Loi sur la protection des données de 2018**

La présente Annexe 3 incorpore par référence l'Addendum sur le transfert international des données aux Clauses contractuelles types de la Commission européenne, version B1.0, en vigueur depuis le 21 mars 2022, et doit être considérée comme appliquée intégralement par les deux Parties de l'Accord de façon à couvrir l'ensemble des transferts applicables en vertu du DPA et comprenant toutes les Clauses obligatoires de la partie 2.

**ADDENDUM SUR LA SUISSE : FADP**

1. Dans la mesure où les transferts de données décrits dans l'Annexe 2 sont soumis au FADP, les références au RGPD doivent s'entendre comme des références à la loi fédérale suisse sur la protection des données (« FADP »).
2. Aussi longtemps que l'exige le FADP, les données personnelles des personnes morales sont protégées conformément aux présentes Clauses de la même manière que les personnes concernées.
3. Clause 13 : Supervision parallèle
   1. Lorsque le transfert de données est régi par le FADP : le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (« FDPIC ») est l'organe de surveillance compétent ;
   2. Lorsque le transfert de données est régi par le GDPR : les critères de la Clause 13, point a), s'appliquent.
4. Clause 18(c) : Choix du forum et de la juridiction : une personne concernée, ayant sa résidence habituelle en Suisse, peut également intenter une action en justice contre l'exportateur de données et/ou l'importateur de données devant les tribunaux suisses.

**ADDENDUM SUR LE CANADA : Loi 25 du Québec**

* + - 1. Toute section du présent DPA garantissant que le Fournisseur traite uniquement les Données personnelles conformément aux instructions documentées de la Société doit être interprétée comme interdisant également toute tentative d'anonymiser, d'agréger ou de modifier de toute autre manière les Données personnelles de manière à ne plus constituer ou inclure des informations relatives à ou concernant une personne concernée identifiée ou identifiable, sauf dans la mesure nécessaire pour fournir les Services à la Société ou si la Société l'autorise expressément par écrit.
      2. Tout avis requis en vertu du présent DPA en relation avec une Violation de Données personnelles, et tout avis similaire requis en vertu de l'Accord seront également requis pour tout événement constituant une violation ou une tentative de violation du présent DPA par le Fournisseur.
      3. Si cela est exigé pour recueillir le consentement relatif aux conditions du présent DPA, le Fournisseur est également dans l'obligation de conserver l'ensemble des preuves de consentement pendant les trois (3) ans suivant la fin de l'Accord.

**ADDENDA DES ÉMIRATS ARABES UNIS : Loi fédérale n° 45 de 2021 sur la protection des données personnelles**

1. Dans la mesure où les transferts de données décrits à l'annexe 2 sont soumis à la loi fédérale n° 45 de 2021 des Émirats arabes unis sur la protection des données personnelles (« PDPL »), à moins et jusqu'à ce que l'Office des données des EAU émette ses propres clauses contractuelles types pour légitimer le transfert d'informations personnelles en dehors des Émirats arabes unis et que les parties aient conclu de telles clauses contractuelles types, les parties conviennent que les clauses contractuelles types jointes aux présentes en tant qu'annexe 2 s'appliqueront, mutatis mutandis, à ces transferts pour fournir des garanties appropriées pour les informations personnelles et les personnes concernées. À ces fins : a. Les références au « Règlement (UE) 2016/679 », au « Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement général sur la protection des données) » et à « ce règlement » sont toutes remplacées par « PDPL ». b. Les références à des articles spécifiques du « Règlement (UE) 2016/679 » sont remplacées par l'article ou la section équivalente du PDPL. c. Les références à l'« Union européenne », « Union », « UE », « État membre de l'UE », « État membre » et « UE ou État membre » sont toutes remplacées par « Émirats arabes unis ». d. L'« autorité de contrôle compétente » et l'« autorité de contrôle » sont toutes deux remplacées par l'« Office des données ». e. Tout litige découlant des clauses contractuelles types sera régi par les lois des Émirats arabes unis et résolu par les tribunaux des Émirats arabes unis. Les parties conviennent de se soumettre à la juridiction de ces tribunaux. f. En cas d'incohérence ou de conflit entre le PDPL et les clauses contractuelles types jointes aux présentes en tant qu'annexe 2, le PDPL s'applique. g. Si le sens des clauses contractuelles types jointes aux présentes en tant qu'annexe 2 est ambigu dans la mesure où il s'applique aux transferts d'informations personnelles en dehors des EAU, ou s'il existe plus d'un sens, le sens qui correspond le plus au PDPL s'applique.
2. Si l'Office des données des EAU émet ses propres clauses contractuelles types pour légitimer le transfert d'informations personnelles en dehors des Émirats arabes unis, les parties négocieront de bonne foi en vue de convenir et de mettre en œuvre les clauses contractuelles types dès que cela est raisonnablement possible. Lorsque les parties concluent des clauses contractuelles types conformément à la phrase précédente, ces clauses contractuelles types remplaceront, en ce qui concerne les transferts d'informations personnelles soumises au PDPL en dehors des Émirats arabes unis, les clauses contractuelles types jointes aux présentes en tant qu'annexe 2 en tant que garanties appropriées mises en œuvre pour fournir des garanties appropriées pour les informations personnelles et les personnes concernées en ce qui concerne les transferts.
3. La société peut révoquer son accord d'être liée par les clauses contractuelles types jointes aux présentes en tant qu'annexe 2 sur notification écrite au fournisseur lorsque l'Office des données adopte une décision d'adéquation couvrant le transfert d'informations personnelles auxquelles les clauses contractuelles types s'appliquent, ou lorsque la société détermine autrement que d'autres garanties appropriées s'appliquent en ce qui concerne le transfert. À compter de la date de toute notification signifiée par la société conformément à la phrase précédente, les clauses contractuelles types jointes aux présentes en tant qu'annexe 2 cesseront de s'appliquer aux transferts d'informations personnelles soumises au PDPL en dehors des Émirats arabes unis.

**ANNEXE BRÉSIL : LGPD - Clauses contractuelles types**

Les Clauses Contractuelles Types brésiliennes (« CCT ») en vertu de la Loi Générale sur la Protection des Données (Lei Geral de Proteção de Dados – « LGPD ») doivent être respectées lorsque les données des résidents brésiliens sont traitées, ou lorsqu'un transfert de données nécessite leur application. Les parties conviennent d'adopter les CCT dans leur intégralité, telles qu'émises par l'Autorité Nationale de Protection des Données du Brésil (« ANPD »), sauf modification permise expressément par les clauses. Ces CCT sont intégrées par référence dans l'Accord, avec les sélections suivantes faites lorsque plus d'une option de texte est présentée :

OPTION B est sélectionnée pour la Section 3.1. L'Importateur peut effectuer un Transfert Ultérieur de Données Personnelles soumis au Transfert International de Données régi par ces Clauses, dans les cas et selon les conditions décrites ci-dessous et les dispositions de la CLAUSE 18.

OPTION A est sélectionnée pour la Section 4.1. Sans préjudice de l'obligation d'assistance mutuelle et des obligations générales des Parties, la Partie Désignée ci-dessous sera principalement responsable du respect des obligations définies dans ces Clauses :

a) Responsable de la publication du document prévu dans la CLAUSE 14 :

[x] Exportateur [ ] Importateur

b) Responsable de répondre aux demandes des personnes concernées traitées dans la CLAUSE 15 :

[x] Exportateur [ ] Importateur

c) Responsable de notifier l'incident de sécurité prévu dans la CLAUSE 16 :

[x] Exportateur [ ] Importateur

**ANNEXE ARABIE SAOUDITE : PDPL - Clauses contractuelles types**

Les Clauses Contractuelles Types de l'Arabie Saoudite (« CCT ») en vertu de la Loi sur la Protection des Données Personnelles (« PDPL ») doivent être intégrées lorsque les données des résidents saoudiens sont traitées, lorsqu'un transfert de données est soumis à la juridiction saoudienne, ou lorsque la loi saoudienne exige le respect des CCT saoudiennes. La version des CCT alignée avec le modèle décrit dans l'Annexe 2 est applicable dans son intégralité et est incorporée par référence dans l'Accord.